



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

07/02/2024

Israël tue, veut écarter les témoins du massacre

Mais ne parvient pas à en finir avec la Résistance palestinienne

La résistance palestinienne de retour dans Gaza nord

L'État d'Israël poursuit son opération de destruction systématique du peuple palestinien de Gaza et de tout ce qui peut rappeler son histoire bien antérieure aux colonisations sionistes successives. Mais ce n'est pas sans difficulté. Le retrait d'une partie de l'armée israélienne du nord de la bande de Gaza, soi-disant sous contrôle a donné lieu à des actions qui mettent en doute ce fameux contrôle. Ce retrait a permis le retour de certains habitants de la ville de Gaza. Un certain nombre d'entre eux et un responsable du Hamas sous couvert d'anonymat ont déclaré à *Associated Press* que le groupe avait « *déployé des officiers de police et versé des salaires partiels à certains de ses fonctionnaires dans la ville de Gaza au cours des derniers jours* ».

À ce propos, voici ce que l'on peut lire dans un article du quotidien *Les Échos* : « *[le Hamas est loin d'avoir été éradiqué](#), comme l'avaient proclamé prématurément les dirigeants politiques et militaires israéliens.* »

Israël veut la disparition de l'UNRWA

Pendant ce temps, sans jamais une sanction contre l'État israélien, les États du bloc impérialiste occidental multiplient les déclarations à propos des 2 États, un mot d'ordre vide, qui ne sert qu'à permettre à l'État colonialiste de continuer à massacrer. Car lui-même ne veut pas de cette « solution ». Netanyahu et les dirigeants sionistes ne veulent que la destruction ou l'exil du peuple palestinien.

Surtout, Israël et ses sponsors tentent de couper les vivres à l'UNRWA. La vraie raison des allégations du gouvernement israélien contre l'UNRWA est de permettre à Israël de tuer sans témoin. L'UNRWA a surtout le grand tort d'avoir fourni beaucoup de matière à la requête de l'Afrique du Sud contre Israël à la CIJ. C'est cela et seulement cela, après l'ordonnance de la Cour, qui explique l'acharnement d'Israël et de ses soutiens impérialistes contre cette agence de l'ONU.

David Borrell ne suit pas les USA

Pourtant, dans l'Union européenne, des voix s'élèvent pour contester les déclarations d'Israël à propos de l'UNRWA et, par voie de conséquence, les décisions des USA et d'une dizaine de pays affidés dont la France de cesser leur financement. Des rapports du *Financial Times* indiquent clairement que les allégations avancées par Israël contre les employés de l'UNRWA manquent de preuves tangibles, jetant ainsi le doute sur la véracité des accusations. De même, lors d'une réunion à huis clos à Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, Josep Borrell, a critiqué sévèrement Israël pour son absence de preuves solides concernant l'implication de l'UNRWA dans des événements du 7 octobre. Il a qualifié cette campagne de tentative visant à « tuer » l'agence et a appelé l'Union européenne à ne pas se laisser entraîner dans cette stratégie de déstabilisation. Bien que la suspension de l'aide par la plupart des pays européens ait été annoncée, Borrell, soutenu notamment par l'Espagne et la Belgique, a insisté sur la nécessité de maintenir voire d'augmenter le financement de l'UNRWA.

Le Nicaragua va poursuivre des pays impérialistes occidentaux devant la CIJ

Dans un communiqué, lundi 5 février, le gouvernement nicaraguayen a mis en garde les pays occidentaux contre leur complicité dans des « *violations flagrantes et systématiques* » des conventions humanitaires internationales,

exhortant quatre États (Royaume Uni, Allemagne, Canada et Pays-Bas) à cesser immédiatement de fournir des armes, des munitions et des technologies à Tel-Aviv, car elles pourraient être utilisées à Gaza en violation de la Convention sur le génocide. Le pays d'Amérique centrale a également rappelé à ces pays que les États devaient couper l'approvisionnement à Tel-Aviv « *à partir du moment où ils prennent conscience de l'existence d'un risque sérieux de génocide* ». Enfin, le gouvernement nicaraguayen a annoncé qu'il porterait plainte auprès de la CIJ contre ces quatre États.

Dernière minute, Netanyahu veut finir le travail

Netanyahu a annoncé qu'il ordonnait à l'armée de se préparer pour l'assaut terrestre de Rafah et recourir là-bas à des bombardements. Les rodomontades du premier ministre fasciste ne montrent qu'une chose : il est prêt à parachever le massacre en attaquant les 1,3 millions de civils réfugiés à Rafah. Il avoue crûment ses intentions génocidaires Et, tout aussi cynique, le secrétaire d'État états-unien, Anthony Blinken, censé négocier un arrêt des combats, a annoncé avoir mis en garde Netanyahu contre toute action qui « *exacerbe les tensions* », et appelé Israël à prendre en compte « *d'abord et avant tout* » les civils en cas d'opération à Rafah. **La seule manière de prendre en compte les civils est simplement de ne pas lancer d'attaque terrestre ni aérienne sur Gaza.** Mais, manifestement, ce n'est pas ce que Blinken a dit à Netanyahu.

Voici ce que le journaliste de Haaretz, Gideon Levi, a écrit dans son journal le 4 février dernier à propos des enfants morts de Gaza : « *La vérité, c'est qu'Israël se moque de tuer des enfants, il ne s'y intéresse même pas. Après tout, les Palestiniens n'aiment pas leurs enfants, et de toute façon, ils n'auraient fait que grandir pour devenir des terroristes. Pendant ce temps, Israël efface des générations à Gaza et ses soldats tuent des enfants dans des proportions comparables à celles des guerres les plus cruelles. Cela ne sera pas et ne pourra pas être oublié. Comment un peuple peut-il oublier ceux qui ont tué ses enfants de cette manière ? Comment les personnes de conscience du monde entier peuvent-elles rester silencieuses face à un tel massacre d'enfants ?* » ; et il conclut : « *Israël [...] ne peut ignorer ce qui se passe à Gaza. Il faut sept minutes pour afficher la liste des milliers d'enfants morts, qui passe à la même vitesse que leurs vies misérables. À la fin, il est impossible de rester silencieux ; ce sont sept minutes qui vous laissent pantois, bouleversés et profondément honteux.* »

En conclusion

Partout dans le monde, la mobilisation de millions de personnes pour le cessez-le-feu se poursuit. Si les réactions de certains États de l'Union Européenne, d'Amérique Latine, d'Afrique ou d'Asie sont un soutien incontestable pour les Palestiniens, c'est bien la mobilisation des travailleurs dans le cadre de la solidarité ouvrière internationale qui imposera, avec la lutte du peuple palestinien et de sa résistance, la paix et les droits du peuple palestinien.

Le Parti Révolutionnaire Communistes rappelle que la paix signifie d'abord le cessez-le-feu, l'accès libre à tous les humanitaires et le retrait des troupes d'occupation ; ensuite le démantèlement des colonies et le droit au retour pour tous les bannis depuis 1948 ; enfin une discussion avec l'ensemble des organisations de la résistance palestinienne avec la perspective d'un État palestinien unique et laïque.